



## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**Maîtrise d'œuvre**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Pouvoir adjudicateur :**

Communauté de Communes du Pays Léonard  
29 rue des Carmes  
Boîte Postale 116  
29250 SAINT POL DE LEON

**Mode de consultation :**  
Procédure adaptée

**Marché N° 2016/05/03**

**Mai 2016**

## SOMMAIRE

<b>A – ELEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
Article 1. Pièces contractuelles du marché .....	3
Article 2. Sous-traitance .....	3
<b>B – ELEMENTS RELATIFS AU PRIX.....</b>	<b>4</b>
Article 3. Modalités de fixation du prix du marché .....	4
Article 4. Modification du prix du marché .....	4
Article 5. Principes généraux du règlement des comptes.....	4
Article 6. Règlement des comptes .....	5
Article 7. Délais et pénalités des missions “Etudes” .....	6
Article 8. Délais et pénalités des missions “Travaux” .....	6
<b>C – FIN DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
Article 9. Résiliation du marché.....	9
Article 10. Fin du marché de maîtrise d’œuvre à la fin d’une phase technique .....	9
Article 11. Constat de fin de mission .....	9
<b>D – CLAUSES DIVERSES APPLICABLES AU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
Article 12. Conduite des prestations dans un groupement .....	11
Article 13. Saisie-arrêt .....	11
Article 14. Documents attestant la régularité de la situation du titulaire .....	11
Article 15. Assurances.....	11
Article 16. Propriété intellectuelle .....	12
Article 17. Modification du statut juridique .....	12
Article 18. Nantissement et cession de créance .....	13
Article 19. Correspondance, droit et différends.....	13
<b>E – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>14</b>
Article 20. Dérogations aux documents généraux (CCAG PI) .....	14

# **A – ELEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX DU MARCHE**

## **ARTICLE 1. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement (AE) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009
4. Le Cahier de définition des besoins;
5. Le mémoire technique du titulaire

Les pièces générales étant réputées connues des entreprises, celles-ci ne sont pas matériellement jointes au marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, la notification du marché implique la remise au titulaire d'une copie du cahier de définition des besoins. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...).

## **ARTICLE 2. SOUS-TRAITANCE**

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI

## **B – ELEMENTS RELATIFS AU PRIX**

### **ARTICLE 3. MODALITES DE FIXATION DU PRIX DU MARCHE**

Le prix du marché est forfaitaire pour l'ensemble des missions.

Ne sont pas intégrés dans ce prix :

- les frais liés aux intervenants extérieurs choisis par la maîtrise d'ouvrage (bureau de contrôle, coordonnateur SPS,...)
- les frais liés au constat d'huissier ou référé préventif, dont le coût est à la charge du maître d'ouvrage

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération. A défaut, il s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs, sans préjudice des recours que le pouvoir adjudicateur pourra tenter à son encontre.

#### ***3.1 Identification de la rémunération de la mission à forfait fixe***

La rémunération de la mission à forfait fixe est un forfait défini par le candidat au marché. Elle n'est pas susceptible de modification.

### **ARTICLE 4. MODIFICATION DU PRIX DU MARCHE**

Sans objet

### **ARTICLE 5. PRINCIPES GENERAUX DU REGLEMENT DES COMPTES**

#### ***5.1 Présentation des factures ou demandes d'acomptes***

Les factures ou demandes d'acompte seront présentées en un original.

Elles devront indiquer :

- les références du marché
- les références du ou des ordres de service
- la ou les dates d'exécution des prestations
- les mentions requises par le décret n°2003-632 du 7 juillet 2003 relatif aux obligations de facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant l'annexe II au code général des impôts et la deuxième partie du livre des procédures fiscales NOR: BUDF0300016D
- les mentions requises par le décret n°2003-301 du 2 avril 2003 modifiant le Code général des collectivités territoriales

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Ces demandes de paiement peuvent être transmises par le titulaire de manière électronique, par le biais de la plateforme Chorus Portail Pro

([https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)).

La transmission par voie électronique s'imposera au titulaire conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Vous pouvez suivre sur le portail l'avancement du traitement de vos factures par les services comptables.

Les factures seront **IMPÉRATIVEMENT** adressées de façon impersonnelle à :

**Communauté de Communes du Pays Léonard**

**29 rue des Carmes**

**BP 116**

**29250 SAINT POL DE LEON**

### **5.2 Délai de paiement**

Le pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures dans un délai de trente jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur, de l'ensemble des pièces justificatives exigé par le présent marché.

### **5.3 Intérêts moratoires**

Conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013, le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

## **ARTICLE 6. REGLEMENT DES COMPTES**

### **6.1 Paiement direct et versement de l'avance forfaitaire aux sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Dans ce cas, la facture établie, signée par le titulaire et accompagnée de la facture des sous-traitants, doit porter la mention expresse de l'acceptation par le titulaire de la somme à régler aux sous-traitants.

### **6.2 Paiement de la mission à forfait fixe**

Le paiement de la mission à forfait fixe se fait en une seule fois, sans acomptes à chaque missions détaillées dans l'acte d'engagement (AE).

### **6.3 Solde**

Après constatation de l'achèvement de l'ensemble de ses missions, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

### **Décompte final**

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

1. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
2. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage;
3. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
4. La rémunération en prix de base, hors TVA dû au titre de marché pour l'exécution de l'ensemble des missions ; cette rémunération étant égale au poste a. diminué des postes b. et c. ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

## **Décompte général - Etat du solde**

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

1. Le décompte final ci-dessus
2. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage
3. Le montant en prix de base hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur
4. L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus
5. L'incidence de la TVA
6. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c, d, et e ci-dessus
7. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

### **6.4 Prime d'avance**

Voir article 10 – bénéfice de l'avance de l'Acte d'Engagement

## **ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES DES MISSIONS "ETUDES"**

### **7.1 Remise des documents d'étude**

Dans le cadre des missions "Etudes", le maître d'œuvre doit fournir les documents suivants selon les délais indiqués :

Voir acte d'engagement article 9 – Délai des missions « études »

En cas de rejets ou d'ajournement :

- le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus
- le maître d'œuvre remettra les nouveaux documents dans les délais imposés par le maître de l'ouvrage.

### **7.2 Pénalités pour retard**

En cas de retard dans la présentation de ces documents, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par mission est fixé forfaitairement à 50 € TTC.

En cas de non respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, la pénalité suivante sera appliquée : 10 % du montant du contrat. Cette pénalité ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## **ARTICLE 8. DELAIS ET PENALITES DES MISSIONS "TRAVAUX"**

### **8.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG PI applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par

l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

#### 8.1.1 Délai de vérification

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à un maximum **15 jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer très visiblement sur les demandes de paiements qu'il transmet au pouvoir adjudicateur la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise (article 5 II du décret susvisé).

#### 8.1.2 Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, conformément au décret n°2013-269 article 8 I, des pénalités dont le taux est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points, appliqué par jour calendaire de retard au montant total de l'acompte ou du solde présenté par l'entreprise, toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie éventuelle, et après application des clauses de variations de prix et de pénalisation (décret n°2013-269 article 8 I).

Nonobstant les pénalités prévues ci-dessus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure restée sans effet, les prestations aux frais du défaillant.

### **8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

#### 8.2.1 Délai de vérification

Les clauses applicables aux vérifications des projets de décomptes mensuels s'appliquent également au projet de décompte final.

#### 8.2.2 Pénalités pour retard

Les clauses applicables aux vérifications des projets de décomptes mensuels s'appliquent également au projet de décompte final.

### **8.3 Instruction des mémoires de réclamation**

#### **8.3.1 Délai d'instruction**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'**un mois** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

#### **8.3.2 Pénalités pour retard**

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 50 € TTC.

### **8.4 Agrément des sous-traitants**

#### **8.4.1 Délai du maître d'œuvre pour prononcer son avis sur les sous-traitants**

Le maître d'œuvre devra émettre un avis sur chaque sous-traitant présenté au maître d'ouvrage par le(s) titulaire(s) du marché de travaux. Le délai fixé pour cet avis est de **dix jours** calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande d'avis formulée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer très visiblement sur les documents qu'il transmet au pouvoir adjudicateur la date de réception ou de remise de la demande d'agrément de sous-traitant.

#### **8.4.2 Pénalités pour retard**

En cas de retard dans l'émission de l'avis, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 50 € TTC.

## **C – FIN DU MARCHÉ**

### **ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 33 inclus du CCAG PI avec les précisions suivantes.

#### ***9.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage***

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, conformément à l'article 33 du CCAG PI, le pourcentage prévu est fixé à 5 % (Attention exemple: Lot 3).

#### ***9.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers***

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30, 31 et 32 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du prestataire (article 30.1. du CCAG PI) les prestations sont réglées sans abattement.

Nonobstant les dispositions de l'article 32 du CCAG PI, le présent marché pourra être résilié lorsque la consultation relative à la dévolution du ou des marchés de travaux de réaménagement des locaux est déclarée infructueuse.

Nonobstant les cas de résiliation prévus au CCAG PI, le présent marché pourra également être résilié, aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 48 et 55 du décret n°2016-360, et ce conformément à l'article 44 du dit décret.

En conséquence, les articles du CCAG PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 33) et les autres cas de résiliation (articles 30 et 31) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Ce motif de résiliation ne préjuge pas des éventuelles suites judiciaires que le représentant du pouvoir adjudicateur pourrait tenter.

### **ARTICLE 10. FIN DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE A LA FIN D'UNE PHASE TECHNIQUE**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre fin au marché à la fin d'une phase technique. Un avenant redéfinira, dans ce cas, le pourcentage de rémunération.

### **ARTICLE 11. CONSTAT DE FIN DE MISSION**

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement (un an à compter de la date d'effet de la réception) ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission du titulaire intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'un procès-verbal de réception établi sur la demande du maître d'œuvre, par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **D – CLAUSES DIVERSES APPLICABLES AU MARCHÉ**

### **ARTICLE 12. CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans le présent document et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3 du CCAG PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 33) et les autres cas de résiliation (articles 30 et 31) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### **ARTICLE 13. SAISIE-ARRET**

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

### **ARTICLE 14. DOCUMENTS ATTESTANT LA REGULARITE DE LA SITUATION DU TITULAIRE**

Les certificats fiscaux et sociaux (page 3 du NOTI2) permettant au titulaire de démontrer qu'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales sont à fournir tous les six mois pendant toute la durée du marché.

### **ARTICLE 15. ASSURANCES**

#### ***15.1 Obligations du maître d'ouvrage***

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de la possibilité de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article L. 242-1 du code des assurances. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux
- les dommages subis par les existants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire subis par les parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage)
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage)

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs

### **15.2 Obligations du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par le maître d'oeuvre, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'oeuvre.

Le maître d'oeuvre jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son oeuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Le maître d'oeuvre a notamment le droit :

1. d'inscrire son nom sur son oeuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception ou de l'édifice lui-même, et d'exiger que son nom y soit maintenu ;
2. de voir préciser ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice ;
3. de veiller au respect de sa signature
4. de s'opposer à la modification de son oeuvre en cas de dénaturation.

L'option retenue en ce qui concerne l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG PI

## **ARTICLE 17. MODIFICATION DU STATUT JURIDIQUE**

Le prestataire s'engage à informer le représentant du pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination sociale, etc. Il en est

de même pour une cession partielle ou totale d'activité ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Un avenant de transfert sera éventuellement conclu si nécessaire. A défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

## **ARTICLE 18. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE**

La personne chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, les renseignements et états prévus par l'article 129 du décret n°2016-360 est le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 19. CORRESPONDANCE, DROIT ET DIFFERENDS**

Le présent marché relève du droit français.

Les documentations commerciales ou techniques et les correspondances relatives à ce marché seront rédigées en français. Les réunions et discussions relatives au marché se dérouleront également en français.

Les litiges relatifs au présent contrat et qui n'auront pu être résolus par une solution amiable, devront être portés devant le Tribunal administratif de Rennes.

## **E – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

### **ARTICLE 20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG PI)**

Les dérogations au CCAG PI explicitées dans les articles désignés ci-après du présent cahier des charges sont les suivantes :

<b>Article du présent document dérogeant au CCAG PI</b>	<b>Article du CCAG PI auquel le présent document déroge</b>
Article 1	Article 4.2.1
Article 7.1	Article 26.2